



## **Communiqué pour diffusion immédiate**

Montréal, le 26 mai 2011- C'est avec fierté et émotion que le conseil d'administration et l'équipe du Conseil d'intervention pour l'accès des femmes au travail (CIAFT) s'unissent afin de féliciter sa présidente, Madame Ruth Rose, pour sa nomination à titre de Chevalière de l'Ordre national du Québec, la plus haute distinction décernée par le gouvernement québécois à ses citoyennes et citoyens émérites.

Native des États-Unis où elle a fait ses études à l'Université de Chicago et l'Université de Californie à Berkeley, Madame Rose a été pendant trente-cinq ans professeure de sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal, institution à laquelle elle demeure toujours associée aujourd'hui.

Elle est l'économiste qui a joué le rôle le plus décisif dans la transformation des conditions de vie des femmes au Québec depuis les années 70, « l'une des économistes québécoises les plus intéressantes de notre époque », comme l'indiquait récemment la Revue Vie économique dans un portrait qui lui était dédié. Le mouvement des femmes québécois a pu la voir à l'œuvre tant de fois : ses recherches sur le financement des services de garde à partir de 1978 ont contribué à la mise en place de la politique d'accès universel en 1997; elle est l'oreille des mères monoparentales et des jeunes familles lors de l'écoute des budgets, des proches aidantes dans la reconnaissance de leur contribution et leur lutte contre l'appauvrissement, des femmes seules âgées quand il est question des retraites, des aides familiales dans leur lutte pour l'amélioration de leurs conditions de travail et des travailleuses non syndiquées dans leur droit à l'équité salariale.

L'une de ses contributions les plus importantes a sans doute été une analyse qui a permis de mettre en lumière des anomalies majeures survenues à la suite de coupures dans les divers programmes de soutien aux familles. Cette proposition a servi de modèle au gouvernement du Québec pour l'élaboration en 2005 de la mesure Soutien aux enfants et Prime au travail. Elle a mis un terme aux compressions imposées aux familles bénéficiaires de l'aide sociale qui ont alors vu leur revenu augmenter pour la première fois depuis 1993.

Madame Rose est capable de traduire les revendications des groupes et individus désavantagés par certaines dispositions des systèmes fiscaux en une analyse rigoureuse autour de propositions concrètes, toujours en s'assurant de démontrer l'impact différencié selon le genre. À plusieurs reprises, les gouvernements ont reconnu son expertise. Mentionnons sa participation au groupe d'étude sur la garde des enfants (Groupe Katie Cooke), mis sur pied sous l'égide de Condition féminine Canada, qui a produit son rapport percutant en 1986. En 1996, elle fut nommée membre de la Commission sur la fiscalité et le financement des services publics du Québec. Elle siège

actuellement au Conseil de gestion du Régime québécois d'assurance parentale et au Comité consultatif des partenaires de la Commission de l'équité salariale, les deux à titre de représentante des travailleuses non syndiquées sur recommandation des groupes de femmes.

Sur le plan international, elle a été co-chercheuse d'un rapport commandité par l'UNESCO sur la démocratisation de l'éducation en 1978, déléguée du Canada à une conférence d'experts sur les familles monoparentales et les politiques sociales en 1987 et invitée par l'Office international du travail pour présenter un atelier sur les femmes et la retraite à Turin en 2009.

Son apport est particulièrement remarquable en cela qu'elle a su constamment allier enseignement universitaire et lutte contre les inégalités sociales en accompagnant les groupes de femmes, les organisations communautaires et les syndicats dans leurs revendications pour l'avancement de l'autonomie économique des femmes. Outre sa participation à l'Institut de recherche et d'études féministes (IREF) - elle a été coordonnatrice de son prédécesseur, le GIERF, entre 1984 et 1986 - elle a été membre fondatrice de Relais-femmes et instigatrice de la signature d'un protocole d'entente entre Relais-femmes et l'UQÀM en 1982. Cette implication témoigne d'une méthode de travail innovante et d'un souci de donner accès aux ressources et aux savoirs universitaires à des personnes et à des groupes qui traditionnellement n'y ont pas accès, constituant ainsi un formidable outil de démocratisation du savoir, d'accessibilité et de mobilisation de connaissances pour le changement social.

Elle fut également récipiendaire du Prix Muriel Duckworth décerné par l'Institut canadien de recherche et d'études féministes (ICREF) et du Prix Idola Saint-Jean décerné par la Fédération des femmes du Québec (FFQ).

« Pour moi, cette reconnaissance n'est pas principalement pour moi comme individu, mais plutôt une reconnaissance d'une part du mouvement des femmes et de son importance dans la vie politique, sociale et culturelle du Québec, et d'autre part de la collaboration universitaire-communautaire qui a été rendue possible par la politique des services aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal et qui, elle aussi, a fait des bébés partout au Québec et au Canada. », souligne, avec l'humilité qui la caractérise, Mme Rose.

Le CIAFT désire la remercier au nom du mouvement des femmes du Québec pour son intelligence, sa présence, son calme impassible et sa liberté d'être qui sont si inspirants pour nous toutes et tous.

Les récipiendaires recevront leur insigne des mains du premier ministre à l'occasion d'une cérémonie solennelle qui se déroulera à l'hôtel du Parlement, le 15 juin 2011.

-30-

Source : Nathalie Goulet, directrice, CIAFT  
(514) 954-0220 poste 1702  
(512) 839-1220 (cell.)  
[ngoulet@ciaft.qc.ca](mailto:ngoulet@ciaft.qc.ca)  
[www.femmesautravail.qc.ca](http://www.femmesautravail.qc.ca)